Conférence de presse du milieu culturel - AMR 3 novembre 2026

Leïla Kramis, prise de parole pour le Réseau artistique et culturel de Genève - FRACG (Action Intermittence, Association genevoise des métiers de la danse - AGMD, Fédération des musiques de création - FGMC) ainsi que pour la Faîtière des producteuri·ice·x·s de théâtre indépendants et professionnel – TIGRE, et Inaréma.

Le secteur culturel se mobilise à nouveau pour lutter contre les coupes dans son secteur d'activité et contre la logique qui tend à considérer la culture comme simple variable d'ajustement des politiques budgétaires.

Plus grave encore, ces coupes ont un effet ricochet sur les équipes artistiques qui sont les variables d'ajustement des budgets culturels. La nature de leur travail étant ponctuelle, intermittente, ce sont elles et eux qu'on coupe à défaut de pouvoir couper dans des frais fixes, incompressibles.

Une baisse de subvention c'est des emplois et des spectacles en moins, des rémunérations qui diminuent, des équipes fragilisées, une offre culturelle qui s'amenuise et perd en diversité. Couper dans les budgets, c'est contraindre les structures à licencier du personnel déjà engagé pour des projets qui se préparent longtemps à l'avance.

Ce sont les artistes qui absorberont - en premier ressort - les coupes annoncées, et pourtant elles, ils sont un moteur essentiel à l'ensemble du secteur tout en étant les plus précaires et fragiles. Selon les chiffres de suisse culture sociale, la majorité des acteurs-rices culturel-les en Suisse gagnent moins de CHF 3'333.- par mois pour l'équivalent d'un temps plein.

En 2019 l'Initiative pour une politique culturelle cohérente a été adoptée par 83% des votants sur le canton de Genève. Suite à cette initiative le canton, en consultation avec les milieux culturels, a élaboré une loi, la LPCCA, qui met l'accent sur le co-financement, le soutien à la création, les conditions de travail, la consultation des artistes et acteurs-ices culturelles.

Depuis plusieurs années les associations professionnelles et faîtières culturelles travaillent avec le canton à la mise en œuvre des principes de cette loi. Cette mise en œuvre a permis de commencer à stabiliser des structures essentielles à l'écosystème culturel genevois, de mettre sur pied des dispositifs ciblant spécifiquement les conditions de travail des artistes, de professionnaliser certains secteurs culturels particulièrement précaires. Mais les moyens manquent encore pour qu'elle puisse être pleinement effective.

Les coupes annoncées mettent un coup d'arrêt à cette politique culturelle en plein déploiement. En torpillant des années de travail, elles ont un effet totalement contre-productif. Le secteur culturel a besoin de stabilité pour pouvoir se déployer dans de bonnes conditions. Le secteur culturel fait déjà énormément avec peu de moyens et repose sur l'abnégation des équipes artistiques qui produisent des œuvres.

De plus, la suppression de certaines subventions menace l'existence d'entités qui sont le fruit d'années d'engagement, suivies par un public fidèle et qui contribuent pleinement au fonctionnement de l'écosystème culturel genevois. Une œuvre permet une expression, ouvre des débats, permet à notre démocratie d'être vivante. Les lieux culturels permettent à la population de se rassembler, créent du lien social.

Dans le contexte actuel où, depuis plus de 10 ans, les comptes de l'État s'annoncent bénéficiaires malgré des prévisions budgétaires déficitaires, les dommages collatéraux de cette politique sont immoraux. On ne fait pas disparaître des structures, des spectacles, plonger des personnes à l'aide sociale sur la base de prévisions budgétaires qui s'avèrent, année après année, faussement déficitaires. Pourquoi détruire des efforts collectifs, des années de travail et surtout des acteurs et actrices culturels qui font le bien de Genève ?

Nous ne pouvons pas absorber des coupes, nous ne pouvons pas accepter de voir disparaître certaines structures indispensables au paysage culturel genevois. Nous n'accepterons pas des décisions brutales et clivantes qui prennent à l'un pour donner à l'autre. La culture n'est ni un luxe ni une charge mais un investissement : c'est un bien commun. Lui donner les moyens de se développer, c'est nourrir un cercle économique vertueux qui bénéficie à toute la société notamment en termes d'emploi et de ressources vitales pour la population.